

Mentions statutaires obligatoires des associations sollicitant l'agrément "Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale" (ESUS)

Note de l'auteur :

Fruit d'une coopération avec des experts-comptables, avocats, juristes, greffiers, responsables de la Direccte et du Ministère de l'Économie, cette note vous permet de réaliser vous-même vos statuts, ou tout au moins prétend-elle favoriser son appropriation par des non-initiés, sans remplacer la connaissance nécessaire pour ce type de démarche.

Tandis que certaines mentions statutaires sont simples à appliquer (lucrativité limitée), d'autres points nécessitent une connaissance approfondie susceptible d'un accompagnement.

Née en 2015, la SCIC [FINACOOP](#) accompagne chaque semaine des **créations, transformations, et levées de fonds** d'entreprises de l'ESS & d'ESUS.

Notre valeur ajoutée intervient sur ces points suivants :

- Accompagnement à la définition du modèle socio-économique et à la stratégie financière
- Élaboration/Révision du dossier économique et financier de votre business-plan social
- Caractérisation de l'utilité sociale, de l'impact social, et l'innovation sociale et de l'intérêt général dans vos statuts, reflets de votre raison d'être et nécessairement en cohérence avec l'ensemble de votre communication.
- Définition d'une gouvernance partagée
- Questions à se poser avant de choisir son ou ses statuts juridiques :
 1. Pérennité dans le temps de l'équation « valeurs-statuts-pratiques » vs Adaptabilité
 2. Modèle socio-économique (ressources d'activité, ressources humaines, partenariats)
 3. Besoin de financement
 4. Pouvoir, rémunération et statut social des personnes clés (fondateurs-ices, dirigeant-es)
 5. Lucrativité (mise en réserve, rémunérations du travail et du capital, et revalorisation parts sociales/actions)
 6. Avantages juridiques, sociaux, fiscaux
 7. Gouvernance
 8. Image
- Choix au moment d'immatriculer son entreprise (régime fiscal, capital fixe ou variable, date de début d'activité).
- Télé-immatriculation de l'entreprise sur [service-public-asso.fr](#)
- Révision du dossier d'agrément ESUS
- Mise en relation avec des financeurs participatifs et solidaires
- Préparation de l'argumentaire oral

- Préparation de l'argumentaire écrit pour une campagne de crowdfunding
- Présence lors des rendez-vous clés avec des parties prenantes
- Aide à la définition des meilleures conditions de financement
- Conseil dans le choix final des partenaires financiers
- Aide à la rédaction des conventions de financement

Préambule : une différence existe entre le fait de bénéficier de la mention de la qualité d'"Entreprise de l'Économie Sociale et Solidaire (Entreprise de l'ESS)" et le fait de bénéficier de l'agrément "Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS)", agrément qui comporte plus d'engagements - notamment statutaires - et confère plus d'avantages¹.

Une association est considérée de droit comme entreprise de l'ESS.

Une association ESUS est une entreprise de l'ESS avec des engagements supplémentaires.

Par exception aux règles de l'agrément ESUS, et au terme de l'article L3332-17-1 du Code du travail modifié par l'article 11 de la Loi ESS, modifié par la Loi Pacte :

- sont "**ESUS de droit**", sous réserve de satisfaire aux conditions fixées à l'article 1 de la loi ESS et à la condition fixée au 3° et 4° du I. de l'article L3332-17-1 :

- 1° Les entreprises d'insertion ;
- 2° Les entreprises de travail temporaire d'insertion ;
- 3° Les associations intermédiaires ;
- 4° Les ateliers et chantiers d'insertion ;
- 5° Les organismes d'insertion sociale relevant de l'article L. 121-2 du code de l'action sociale et des familles ;
- 6° Les services de l'aide sociale à l'enfance ;
- 7° Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;
- 8° Les régies de quartier ;
- 9° Les entreprises adaptées ;
- 10° Les centres de distribution de travail à domicile ;
- 11° Les établissements et services d'aide par le travail ;
- 12° Les organismes agréés mentionnés à l'article L. 365-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- 13° Les associations et fondations reconnues d'utilité publique et considérées comme recherchant une utilité sociale au sens de l'article 2 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 précitée ;
- 14° Les organismes agréés mentionnés à l'article L. 265-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- 15° Les établissements et services accompagnant et accueillant des enfants et des adultes handicapés mentionnés aux 2°, 3° et 7° du I de l'article L. 312-1 du même code.

Par conséquent :

. Les entreprises de l'ESS de droit (associations, coopératives, ...) listées précédemment sont ESUS de droit, à condition de respecter les plafonds de rémunérations des salariés et dirigeants à 7-10 SMIC (condition 3° de l'article relatif à l'agrément ESUS) et de ne pas émettre de titres de capital négociés sur un marché réglementé (condition 4° de l'article

¹ Consulter la [Note sur les avantages ESS-ESUS](#) dans la [Boîte à outils](#) du site web de FINACOOP.

relatif à l'agrément ESUS qui s'applique aux coopératives car les associations n'émettent pas de titre de capital) ;

. Les sociétés commerciales classiques (SARL, SAS, SA, ...) listées précédemment sont ESUS de droit à condition de remplir les critères de la qualité d'entreprise de l'ESS, organisés statutairement, et à condition de respecter les plafonds de rémunérations des salariés et dirigeants à 7-10 SMIC (condition 3° de l'article relatif à l'agrément ESUS) et ne pas émettre de titres négociés sur un marché réglementé (condition 4. de l'article relatif à l'agrément ESUS).

- sont "assimilés ESUS" les organismes de financement comportant dans leurs actifs au moins 35% de titres émis par les entreprises de l'ESS et 25% de titres émis par des ESUS, de même que les établissements de crédit dont le portefeuille de prêt et d'investissement est réservé à 80% aux ESUS. De manière surprenante, et par exception à la loi ESS, ce sont les seuls acteurs n'ayant aucune obligation, notamment statutaire, relative à la qualité d'entreprise de l'ESS ou à l'agrément ESUS.

Pour les rares associations tenues d'être immatriculées au Registre du Commerce et des Sociétés (associations émettant des obligations ou des titres de créance négociable, ou celles qui effectuent habituellement des opérations de change manuel) souhaitant faire publiquement état de leur qualité d'entreprise de l'économie sociale et solidaire ou de leur agrément ESUS, et bénéficier des droits qui s'y attachent, il incombe, au moment de l'immatriculation ou du changement de statut, de cocher la mention "Entreprise de l'ESS" dans le formulaire du greffe².

² Décret 2015-1219 du 1^{er} octobre 2015 relatif à l'identification des personnes morales de droit privé ayant la qualité d'entreprises de l'économie sociale et solidaire, entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE XXX - FORME

Application des engagements de l'ESS tant qu'ils sont mentionnés dans les statuts.

Possibilité de sortir de l'agrément ESUS à tout moment.

" L'Association [...] est régie par :

- [...]

- la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, ainsi que ses décrets et arrêtés d'application, relativement à la qualité d'Entreprise de l'ESS **et de l'agrément ESUS.** "

ARTICLE XXX - OBJET

❖ Distinction "Entreprise de l'ESS" / "ESUS" :

EES => Activités d'utilité sociale à minima majoritaires (> 50%)

ESUS => Au choix :

- Activités d'utilité sociale > 66%
- Application d'une limite aux rémunérations financières (Cf. plus-bas)

" L'Association poursuit comme objectif principal la recherche d'une utilité sociale.

L'utilité sociale de l'Association se caractérise par :

(Sélectionner des mots-clés parmi ceux définis ci-dessous en les personnalisant)

[Sont considérées comme poursuivant une utilité sociale au sens de la présente loi les entreprises dont l'objet social satisfait à titre principal à l'une au moins des quatre conditions suivantes :]

1° Elles ont pour objectif d'apporter, à travers leur activité, un soutien à des personnes en situation de fragilité soit du fait de leur situation économique ou sociale, soit du fait de leur situation personnelle et particulièrement de leurs besoins en matière d'accompagnement social, médico-social ou sanitaire, ou de contribuer à la lutte contre leur exclusion. Ces personnes peuvent être des salariés, des usagers, des clients, des membres ou des bénéficiaires de cette entreprise ;

2° Elles ont pour objectif de contribuer, à la préservation et au développement du lien social ou au maintien et au renforcement de la cohésion territoriale ;

3° Elles ont pour objectif de contribuer à l'éducation à la citoyenneté, notamment par l'éducation populaire et par la mise en œuvre de modes de participation impliquant, sur les territoires concernés, les bénéficiaires de ces activités. Elles participent ainsi à la réduction des inégalités sociales et culturelles, notamment entre les femmes et les hommes ;

4° Elles ont pour objectif de concourir au développement durable, à la transition énergétique, à la promotion culturelle ou à la solidarité internationale, dès lors que leur activité contribue également à produire un impact soit par le soutien à des publics vulnérables [1°], soit par le maintien ou la recréation de solidarités territoriales [2°], soit par la participation à l'éducation à la citoyenneté [3°].

Cet objectif se réalise notamment à travers les activités suivantes :

(Lister les activités de l'association)

(...) "

ARTICLE XXX – [EN COMPLEMENT DE L'ARTICLE SUR L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE]

Article facultatif mais conseillé afin de s'assurer du respect de cette obligation

A l'occasion de la tenue de leur assemblée générale annuelle, les entreprises de l'économie sociale et solidaire présentent des informations sur l'application des pratiques définies par le guide des bonnes pratiques de l'ESS et, le cas échéant, organisent un débat sur les réalisations et les objectifs de progrès concernant les pratiques mentionnées obligatoire dès 2018 pour les entreprises de moins de 250 salariés, dès 2017 pour les autres

« L'assemblée générale annuelle s'engage à présenter des informations sur l'application des pratiques définies par le guide des bonnes pratiques de l'ESS et, le cas échéant, à organiser un débat sur les thèmes suivants :

- Les modalités effectives de **gouvernance démocratique** ;
- La **concertation** dans l'élaboration de la **stratégie** de l'entreprise ;
- La **territorialisation** de l'activité économique et des emplois ;
- La **politique salariale** et l'**exemplarité sociale**, la formation professionnelle, les négociations annuelles obligatoires, la santé et la sécurité au travail et la qualité des emplois ;
- Le **lien** avec les **usagers** et la réponse aux **besoins non couverts** des populations ;
- La situation de l'entreprise en matière de **diversité**, de lutte contre les **discriminations** et d'**égalité** réelle entre les femmes et les hommes en matière d'égalité professionnelle et de présence dans les instances dirigeantes élues ;
- La dimension **environnementale** du développement durable ;
- Les règles relatives à l'**éthique** et à la **déontologie**. »

ARTICLE XXX - LIMITATION DES RÉMUNÉRATIONS DES SALARIÉS ET DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS

Cet article, depuis la loi PACTE du 22/05/2019, n'est pas nécessairement inscrit aux statuts, pour l'ESS comme pour l'ESUS, même si, uniquement pour l'agrément ESUS, il faut toutefois bien s'astreindre à ce plafonnement de 7-10 SMIC.

Possibilité de rajouter d'autres critères tels l'écart entre la rémunération la plus haute et la plus faible.

Par précaution, et pour les associations fiscalement non-lucratives, nous conseillons de rajouter la limite fiscale de rémunération des dirigeants bénévoles à hauteur de ¼ du SMIC, ou au-delà des ¾ du SMIC pour les associations aptes à rémunérer des dirigeants en fonction des ressources privées de l'organisme

=> http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2358-PGP.html#2358-PGP.Remunerations_ou_avantages_41)

" L'Association s'engage à mener une politique de rémunération qui satisfait aux deux conditions suivantes, *(ou, le cas échéant, " plus strictes que celles ")* définies dans l'article L.3332-17-1 du Code du travail :

- la moyenne des sommes versées, y compris les primes, aux cinq salariés ou dirigeants les mieux rémunérés ne doit pas excéder, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à sept fois la rémunération annuelle perçue par un salarié à temps complet sur la base de la durée légale du travail et du salaire minimum de croissance, ou du salaire minimum de branche si ce dernier est supérieur.
- les sommes versées, y compris les primes, au salarié ou dirigeant le mieux rémunéré ne doivent pas excéder, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à dix fois la rémunération annuelle citée ci-dessus. "

(le cas échéant, pour les associations fiscalement non-lucratives)

" En aucun cas, ces rémunérations ne contreviendraient aux contraintes fiscales suivantes :

- interdiction de rémunérations directes et indirectes des dirigeants au-delà de $\frac{3}{4}$ du SMIC.
- possibilité de rémunérations directes et indirectes des dirigeants au-delà des $\frac{3}{4}$ du SMIC pour les associations aptes à rémunérer des dirigeants en fonction des ressources de l'organisme selon les limites fiscales en vigueur. "

ARTICLE XXX - LIMITATION DES RÉMUNÉRATIONS FINANCIÈRES

Article facultatif mais conseillé car faisant parti des critères d'agrément ESUS alternativement aux 2/3 de charges d'exploitation minimum liées aux activités participant à la recherche d'une utilité sociale (Cf. article R.3332-21-1 du code du travail)

" L'Association s'engage à mener une politique de rémunération financière qui satisfait à la condition suivante, *(ou, le cas échéant, " plus stricte que celle ")* définie dans l'article R.3332-21-1 du Code du travail : le rapport entre, d'une part, la rémunération des concours financiers non bancaires mentionnés aux articles L.213-5 (obligations, titres associatifs) et L.313-13 (prêts participatifs) du code monétaire et financier, et, d'autre part, la somme des capitaux propres et des concours financiers non bancaires susmentionnés doit rester inférieur au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées mentionné à l'article 14 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération *(d'environ 1% en 2019)*, majoré d'un taux de 5 % susceptible d'être modifié par arrêté du ministre chargé de l'économie sociale et solidaire ou du ministre compétent. "

ARTICLE XXX - DISSOLUTION – LIQUIDATION

" En cas de liquidation ou, le cas échéant, en cas de dissolution, l'ensemble du boni de liquidation est dévolu à une autre entreprise de l'économie sociale et solidaire au sens de l'article 1 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014. "

Commenté [f1]: En attente de décret d'application suite à Loi Pacte qui veut supprimer ce critère.